

1 ère session de la Conférence des Parties à la Convention-
Cadre des Nations Unies
sur les changements climatiques

**Allocution de son Excellence Monsieur Mohamed Mehdi
Mlika, Ministre de l'Environnement et de
l'Amenagement du Territoire
de la Republique Tunisienne**

Berlin, 4 au 8 avril 1995

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de féliciter la République fédérale d'Allemagne d'avoir organisé la première session de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre sur les changements climatiques, dans la ville de Berlin réunifiée et dynamisée.

Cette initiative traduit de manière éloquente l'engagement de l'Allemagne pour la protection de son environnement et de l'environnement global en général.

Madame la Présidente,

La première session de la Conférence des Parties se tient à un moment où les problèmes de l'environnement en général et ceux posés par le phénomène des changements climatiques en particulier préoccupent les esprits et interpellent toute la communauté internationale de passer de la parole aux actes.

En effet, en raison du niveau excessif des gaz à effet de serre, en grande partie émis par les pays industrialisés, et devant les graves menaces qui pèsent parfois sur l'existence même de nombreux pays particulièrement vulnérables, il est plus que jamais nécessaire, madame la Présidente, de se doter, sur la base du principe de " la responsabilité commune mais différenciée ", d'une volonté réelle pour la mise en oeuvre de notre convention, fruit de longues et laborieuses négociations.

A ce titre, je salue l'engagement de l'Allemagne, exprimé hier matin, par la voix de son excellence le Chancelier Helmut

Kohl, de réduire ses émissions de CO² de 25 % de leur niveau de 1990 d'ici l'horizon 2005.

Madame la Présidente,

Les études et recherches scientifiques attestent que notre planète est confrontée aujourd'hui à des changements climatiques différents de ceux du passé tant par leur ampleur que par la rapidité avec laquelle ils surviennent.

Le réchauffement de l'atmosphère est estimé de 0,3 °C par décennie au cours du siècle prochain, si les tendances actuelles des émissions de gaz à effet de serre se poursuivent.

Parmi les incidences les plus préoccupantes de ce réchauffement, nous pouvons citer l'élévation du niveau de la mer, la sécheresse, l'amplification du phénomène de désertification, la fragilisation des écosystèmes, la dégradation des ressources naturelles et bien d'autres qui ne sont pas moins importantes.

Madame la Présidente,

De toute évidence, il est établi que plus un pays ou une région est vulnérable, plus dévastateurs seront les changements climatiques lorsqu'ils se produisent.

Si dans ce contexte figurent, et à juste titre, au premier rang des pays menacés, les petits pays insulaires, il n'en demeure pas moins que des menaces similaires voire multiformes pèsent gravement sur le continent africain.

En dépit de ses besoins immenses, urgents et prioritaires pour lutter contre la pauvreté et assurer son développement socio-économique, et malgré sa contribution négligeable aux causes

des changements climatiques, l'Afrique a manifesté sa pleine volonté de participer à l'effort mondial de lutte contre le réchauffement de la planète.

Toutefois, pour être efficace, sa contribution est fondamentalement tributaire d'un appui financier et technologique de la part de la communauté internationale.

Par ailleurs et dans le cadre de l'exécution découlant de la Convention, il convient de rappeler la nécessité de tenir compte des retombées socio-économiques sur les pays en développement producteurs de pétrole.

Madame la Présidente,

En ce qui concerne la Tunisie, il convient de rappeler que depuis l'avènement du 7 Novembre 1987, mon pays a décidé de placer la protection de l'environnement parmi les axes prioritaires de sa politique tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Au plan national, la Tunisie s'est dotée d'une structure institutionnelle environnementale caractérisée notamment par la création en 1988 d'une Agence nationale de protection de l'environnement suivie en octobre 1991 d'un Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

Ce Ministère, dont j'ai l'honneur d'assumer la charge, s'est fixé deux objectifs fondamentaux :

- Assurer au citoyen un environnement sain ;
- Garantir aux générations actuelles et futures un développement durable.

Afin de réaliser ces deux objectifs, une stratégie nationale a été mise en place et une série de programmes et d'actions ont été développés.

Ces programmes visent essentiellement la protection des ressources naturelles, la maîtrise de l'énergie, l'amélioration de la qualité de la vie, la lutte contre la pollution atmosphérique, la lutte contre la désertification, etc...

En matière de transfert de technologie écologiquement rationnelle, la Tunisie a déjà entamé la réalisation d'un Centre d'échotechnologie pour répondre à ses propres besoins et dans une phase ultérieure à ceux de la région.

En appui à ces programmes, un Comité national sur les changements climatiques a été créé, avec pour objectif principal de coordonner, suivre et évaluer les diverses actions en la matière sur le plan national et régional.

En outre, et en matière de maîtrise de l'énergie, une agence nationale s'emploie à améliorer l'efficacité énergétique et la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables.

Au plan international, la Tunisie est partie à la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux en rapport avec l'environnement.

Elle participe activement aux exercices multilatéraux traitant des problèmes de l'environnement et ne ménage aucun effort pour apporter sa modeste mais utile contribution à l'élaboration des décisions et recommandations qui en résultent.

Monsieur le Président,

En ratifiant le 15 juillet 1993 la convention-cadre sur les changements climatiques, la Tunisie a réaffirmé sa volonté politique ainsi que son engagement dans l'effort global visant à protéger notre planète pour en faire un espace viable et vivable pour les générations actuelles et futures.

J'espère enfin que les travaux de la présente session de notre Conférence déboucheront sur des conclusions répondant aux attentes de nos populations.

Je vous remercie pour votre attention.